

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL DE MONTBRISON (Loire)**

Le Maire certifie que :

- la convocation de tous les conseillers en exercice a été faite le 24 juin 2022, dans les formes et délais prescrits par la loi ;
- la présente délibération a été affichée, par extrait, le lendemain.

Nombre de conseillers en exercice : 33

Présents : 24

Votants : 32

L'an **DEUX MIL VINGT-DEUX**, le **jeudi trente juin à dix-neuf-heures trente**, le Conseil Municipal de la Commune de MONTBRISON, dûment convoqué, s'est réuni Espace Guy Poirieux à Montbrison, en séance publique, sous la présidence de M. Christophe BAZILE, Maire.

Etaient présents : M. Christophe BAZILE, Maire, Président, M. Gérard VERNET, Mme Catherine DOUBLET, M. Joël PUTIGNIER, Mme Martine GRIVILLERS, M. Abderrahim BENTAYEB, Mme Christiane BAYET, Mme Géraldine DERGELET, M. Jean-Yves BONNEFOY, adjoints, M. Bernard COTTIER, M. Jean-Paul FORESTIER, Mme Claudine POYET, M. Gilles TRANCHANT, Mme Thérèse GAGNAIRE, Mme Valérie ARNAUD, M. Guillaume LOMBARDIN, M. Nicolas BONIN, M. Luc VERICEL, Mme Cindy GIARDINA, M. Jean-Marc DUFIX, M. Vincent ROME, Mme Emmanuelle GUIGNARD, Mme Jacqueline VIALLA, Mme Mireille de la CELLERY, conseillers.

Absents : M. Pierre CONTRINO, M. François BLANCHET, Mme Bérandère ISSLER-VEDRINES, Mme Justine GERPHAGNON, Mme Cécile MARRIETTE, Mme Marine VENET, M. Edouard BION, Mme Zoé JACQUET, M. Xavier GONON.

M. Pierre CONTRINO avait donné pouvoir à M. Bernard COTTIER, M. François BLANCHET à M. Guillaume LOMBARDIN, Mme Bérandère ISSLER-VEDRINES à M. Christophe BAZILE, Mme Justine GERPHAGNON à M. Joël PUTIGNIER, Mme Cécile MARRIETTE à Mme Thérèse GAGNAIRE, Mme Marine VENET à M. Abderrahim BENTAYEB, M. Edouard BION à Mme Cindy GIARDINA, M. Xavier GONON à M. Gérard VERNET, quorum atteint.

Secrétaire : Mme Thérèse GAGNAIRE.

Délibération n° 2022/06/06 - Taxe d'habitation sur les logements vacants - Création

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L2121-29 ;
Vu les articles 232 et 1407 à 1407 bis du Code Général des Impôts ;

Considérant qu'il est possible pour les communes d'instaurer une taxe d'habitation sur les logements vacants ;

Considérant que le taux de la Taxe d'Habitation classique était de 15.14% ;

Considérant que le taux de la Taxe d'Habitation sur les résidences secondaires est également de 15.14% ;

M. Joël PUTIGNIER propose au Conseil Municipal de bien vouloir approuver la création de la taxe d'habitation sur les logements vacants au taux de 15.14%. Cette taxe sera due par tout propriétaire ou usufruitier d'un logement à usage d'habitation inoccupé depuis plus de 2 ans (au 1^{er} janvier de l'année d'imposition).

Sont exonérés de cette taxe :

- Les logements vacants indépendamment de la volonté du propriétaire
- Les logements occupés plus de 90 jours de suite au cours d'une année
- Les logements nécessitant des travaux importants pour être habitables
- Les résidences secondaires meublées qui sont déjà soumises à la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

Le Conseil Municipal, après en avoir discuté et délibéré à l'unanimité,

- Approuve la création de la taxe d'habitation sur les logements vacants ;
- Fixe son taux à 15.14%.

ONT SIGNE AU REGISTRE TOUS LES MEMBRES PRÉSENTS

A MONTBRISON, LE 01/07/2022

CERTIFIÉ EXECUTOIRE

LA SECRÉTAIRE DE SÉANCE



Thérèse GAGNAIRE

LE MAIRE,



Christophe BAZILE



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Lyon (Palais des Juridictions administratives, 184, rue Duguesclin, 69433 Lyon Cedex 03 ou www.telerecours.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la commune Montbrison, Direction Générale, CS 50179, 42 605 MONTBRISON CEDEX étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, sauf les requérants qui usent de la faculté prévue par les lois spéciales de déposer leurs requêtes auprès des services du représentant de l'Etat ou de son délégué dans les arrondissements, les subdivisions ou les circonscriptions administratives, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.